

MAPA 02-2025-R

Service social du travail et prestations de psychologue du travail

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Date d'envoi à la publication	09/04/2025
Date limite de réception des offres	07/05/2025 à 13 h (UTC/GMT +2 heures)



SOMMAIRE

1 – ACHETEUR PUBLIC	3
1.1 - Dénomination de l'organisme contractant ci-après nommé « Pouvoir adjudicateur »	3
1.2- Marché / Renseignements.....	3
1.3 – Retrait du Dossier de consultation	3
2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
3 - MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES.....	4
3.1 Forme du marché.....	4
3.2 Allotissement :	4
3.3 Nomenclature.....	4
3.4 Période d'essai	4
3.5 Durée du marché	5
4 - PIECES CONTRACTUELLES	5
4.1 Documents contractuels :	5
4.2 Pièces générales	5
5 – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	5
5.1 Obligation de confidentialité.....	5
5.2 Protection des données à caractère personnel	6
5.3 Sécurité.....	6
5.4 Lieux d'exécution	7
5.5 Transfert d'activité.....	7
6 - ASSURANCES	7
7 - LES PRIX.....	8
7.1 Conditions générales de l'offre de prix :	8
7.2 Révision des prix.....	8
7.3 Clause de sauvegarde	9
7.4 Mois d'établissement des prix.....	9
8 - PAIEMENTS	9
8.1 Délai de paiement.....	9
8.2 Règles de facturation	9
8.3 Intérêts moratoires	10
8.4 Facturation à l'échéance du marché.....	10
9 – REGLEMENT DES LITIGES.....	10
10 – OBLIGATION CONTRACTUELLE FORCE MAJEURE	10
11 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	10

1 – ACHETEUR PUBLIC

1.1 - Dénomination de l'organisme contractant ci-après nommé « Pouvoir adjudicateur »

URSSAF BRETAGNE
1 rue André et Yvonne Meynier
CS 91151
35011 RENNES CEDEX

Le Pouvoir Adjudicateur est représenté par Monsieur WILLIAM DE ZORZI, Directeur de l'Urssaf Bretagne.

1.2- Marché / Renseignements

Les renseignements techniques et administratifs peuvent être obtenus auprès des personnes suivantes :

Toute question devra être posée sur la plateforme PLACE.

1.3 – Retrait du Dossier de consultation

Le dossier sera téléchargeable sur la plateforme dématérialisée PLACE

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Il se compose des pièces administratives suivantes :

- le Règlement de Consultation (R.C.)
- Le CCAP,
- Les CCTP Prestations communes, lot 1 et lot 2,
- Les cadres de réponse,
- Conditions Générales d'Achat

2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché concerne la mise à disposition d'un service social du travail pour chacun des sites de l'Urssaf Bretagne – lot 1 et des prestations de psychologues du travail – lot 2. Sa durée est fixée à un an, renouvelable deux fois.

3 - MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

3.1 Forme du marché

Le présent marché est un marché de prestations de services.

La présente consultation est passée en procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

Cette consultation est passée par l'Urssaf Bretagne qui signera, notifiera et exécutera la commande avec le titulaire retenu.

Le pouvoir adjudicataire se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

La prestation s'effectue conformément aux termes de l'offre telle qu'acceptée par l'Urssaf Bretagne. En cas de divergence ou de difficultés d'interprétation, ces termes sont appréciés à la lumière des dispositions du présent cahier des charges.

3.2 Allotissement :

Le marché se décompose en deux lots :

- Lot 1 Service Social du Travail
- Lot 2 Prestations de psychologues du Travail

3.3 Nomenclature

Le présent marché est un marché de services dont la classification CPV est la suivante :

85000000-9	Services de santé et services sociaux.
85320000-8	Services sociaux.
85310000-5	Services d'action sociale.

3.4 Période d'essai

Dans le cadre de l'exécution du contrat, **les six premiers mois de réalisation de la prestation seront considérés comme période d'essai.**

3.5 Durée du marché

Le marché est conclu à compter du 16 juin 2025 pour le lot n°1 et du 1^{er} juillet 2025 pour le lot 2. Il pourra être renouvelé tacitement 2 fois, au 1^{er} juillet de l'année N+1 pour les deux lots, sans que sa date de fin ne puisse être postérieure au 30/06/2028.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il prend une décision écrite de non-reconduction et en informe le titulaire par lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de deux mois avant la date d'échéance de période d'un an du marché.

Le silence du pouvoir adjudicateur vaut décision de reconduction.

4 - PIECES CONTRACTUELLES

4.1 Documents contractuels :

- ✓ Le CCAP
- ✓ Les CCTP Prestations communes, lot 1 et lot 2
- ✓ Les cadres de réponse
- ✓ Bordereau de prix
- ✓ ATTRI 1 valant acte d'engagement signé et complété intégralement
- ✓ L'offre technique et financière du candidat

4.2 Pièces générales

- ✓ L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,
- ✓ Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.
- ✓ L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité Sociale.
- ✓ L'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde,
- ✓ L'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics.

5 – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

5.1 Obligation de confidentialité

Le présent marché est soumis à une obligation de confidentialité telle que définie à l'article 5 du CCAG FCS.

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG FCS et dans le cadre des dispositions prises par le pouvoir adjudicateur, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication avant, pendant et après l'exécution du marché de prestation.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est de même pour tous renseignements de même nature parvenus à la connaissance du titulaire à l'occasion de la fourniture ou de l'exécution du service.

Leur restitution étant de droit, elle s'imposera au titulaire lors de l'arrivée à échéance du marché ou de la résiliation.

Le prestataire s'engage pour lui-même et pour son personnel à tenir strictement confidentielles les informations concernant l'organisme, qui pourront être portés à sa connaissance, lors de l'exercice de sa mission.

5.2 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le titulaire doit donner les garanties nécessaires afin que le traitement mis en œuvre réponde aux exigences du règlement européen et protège les droits des personnes concernées.

Dès leur conception, les outils, produits, applications ou services du titulaire intègrent de façon effective les principes relatifs à la protection des données.

Par défaut, les outils, produits, applications ou services garantissent que seules sont traitées les données nécessaires à la finalité du traitement au regard de la quantité de données collectées, de l'étendue de leur traitement, de la durée de conservation et du nombre de personnes qui y a accès.

Le titulaire a l'obligation de garantir la sécurité des données traitées.

A cet effet, les employés qui traitent les données doivent être soumis à une obligation de confidentialité.

Le titulaire doit notifier à l'Urssaf toute violation de ses données. Le titulaire doit prendre toute mesure pour garantir un niveau de sécurité adapté aux risques.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux nouvelles règles, donnent lieu à la signature d'un avenant pour les parties au marché.

5.3 Sécurité

Les règles de sécurité sont précisées dans les Conditions Générales d'Achat de l'Urssaf Bretagne (CGA - article 5.1) jointes au présent document.

5.4 Lieux d'exécution

Les sites de l'Urssaf Bretagne sont répartis comme suit :

SITES	NBRE DE SALARIES
RENNES – 1 rue André et Yvonne Meynier – Parc Alcyone	225
VANNES – 2 rue Anita Conti	115
PLERIN - 4, rue Villiers de l'Isle Adam	84
BREST – 8 square Marc Sangnier	78
QUIMPER – Rue Verdi – cité Le Guerlac'h	98
AURAY – 3 place René Cassin – La Forêt	80

5.5 Transfert d'activité

Lorsque par suite, notamment de cession, fusion, scission, l'activité du titulaire se trouve transférée à une autre entreprise, cette dernière est tenue de poursuivre l'exécution du marché aux mêmes conditions.

6 - ASSURANCES

Le titulaire déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels causés à des tiers, y compris au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation, objet du marché. Cette police d'assurances « Responsabilité civile » devra comporter une garantie suffisante et être en rapport avec l'objet du marché.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant et l'étendue des garanties.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, il s'engage, sur toute demande faite par l'organisme par mail, ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

Il s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance nécessaire et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS, ces attestations sont à remettre avec la candidature.

La non-production des attestations d'assurance en cours de validité est un obstacle à la conclusion du marché.

7 - LES PRIX

7.1 Conditions générales de l'offre de prix :

L'intervention du service social est organisée sur la base d'un forfait annuel correspondant à une année d'exercice. Les actions individuelles, collectives et concertées font ainsi l'objet d'un prix forfaitaire annuel.

Tous les frais de déplacement, restauration et hébergement des intervenants sont inclus dans ce prix forfaitaire et ne font pas l'objet d'un complément de facturation sauf en cas de déplacement occasionnel de l'assistante sociale au domicile du salarié (prévu au BPU)

Les actions de prestations spécifiques prévues au point 2.3.2 de la Section 3, seront facturées sur la base d'un prix unitaire (cf. bordereau de prix)

7.2 Révision des prix

Les prix sont fermes et définitifs pendant la première année. Les prix pourront être révisés annuellement selon les modalités indiquées ci-après à la date anniversaire. Les prix sont révisables au 1^{er} juillet, à compter de la deuxième année d'exécution.

Ils pourront être révisés sur demande écrite du titulaire un mois avant la date de renouvellement du marché par application de la formule suivante :

$$P = P^{\circ} \times (0.15 + 0.55 \times (A/A^{\circ}) + 0.30 \times (B/B^{\circ}))$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P° : prix initial

A : Indice ICHT-N Coût horaire du travail – services administratifs et soutien, dernier indice publié à la date de révision

A° : même indice que ci-dessus valeur de l'indice à la date de remise des offres

B : Indice FD – Frais divers, dernier indice publié à la date de la révision

B° : même indice que ci-dessus – valeur de l'indice à la date de remise des offres

En cas de disparition de l'indice choisi, et si un nouvel indice était publié afin de substituer à celui actuellement en vigueur, le prix se trouverait de plein droit indexé à ce nouvel indice.

En l'absence de demande écrite du titulaire, les prix en cours continueront à s'appliquer.

La révision ne peut être rétroactive.

7.3 Clause de sauvegarde

Ces révisions ne pourront pas dépasser 5 % des prix initiaux. En cas de dépassement, l'Urssaf se réserve la faculté de résilier sans indemnités la partie non exécutée des prestations.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

7.4 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de la remise des offres, soit le mois de mai 2025 ; ce mois est appelé "mois zéro".

8 - PAIEMENTS

8.1 Délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur procèdera au règlement du marché dans le délai **maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture, en vertu du décret du 29 mars 2013.

8.2 Règles de facturation

Les factures sont trimestrielles et établies sur document unique, à terme échu (1^{er} octobre – 1^{er} janvier – 1^{er} avril – 1^{er} juillet). Elles sont déposées sur Chorus Pro.

Nom de l'organisme	Urssaf Bretagne
Siret	753 759 570 00108
Code service	PAM537
N° EJ	sans (non obligatoire)

Les pièces afférentes au paiement sont établies en un original portant les indications suivantes :

- la référence du marché et du lot,
- la date de la facture,
- le nom et l'adresse du titulaire ou de l'établissement,
- le mois au titre duquel les prestations sont facturées
- les prestations effectuées
- le montant total HT
- le taux et montant de la TVA
- le montant TTC

L'unité monétaire est l'EURO.

8.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée à la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

8.4 Facturation à l'échéance du marché

Tout dossier en cours à la date d'échéance du contrat, devra être mené à son terme.

9 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage tel qu'il est prévu au livre IV du nouveau code de procédure civile, attribution est faite au Tribunal Judiciaire de Rennes, étant entendu que le droit français est le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

10 – OBLIGATION CONTRACTUELLE FORCE MAJEURE

Les évènements qui peuvent entraîner l'impossibilité pour le fournisseur d'exécuter ses obligations contractuelles sont ceux résultant de la jurisprudence des tribunaux français.

Ainsi, à ce titre pour que la grève puisse être reconnue cas de force majeure, il faut que le fournisseur n'ait pas pu la prévenir, ni l'arrêter, ni ne prendre aucune mesure pour exécuter ses engagements.

11 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Il est dérogé au CCAG-FCS dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent marché, qui l'emportent, notamment :

Articles du CCAG-FCS	Articles du marché par lequel la dérogation est introduite
9	6